
Azerbaïdjan : privatisation de la compagnie pétrolière et gazière SOCAR

Description

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a annoncé le 6 août dernier la privatisation de la SOCAR, la compagnie pétrolière et gazière publique, afin de surmonter la double crise sanitaire et économique qui s'est abattue sur le pays. L'épidémie du Covid-19 a en effet été suivie par la chute des prix du gaz et du pétrole (le baril de Brent est passé de 55 à 35 dollars entre janvier et mars 2020).

Le gouvernement azerbaïdjanais est donc contraint de reconsidérer sa gestion des entreprises pétrolières du pays, 40 % du PIB du pays dépendant de la production d'hydrocarbures, qui contribue à plus de 80 % de ses recettes d'exportations. I. Aliyev, qui a été vice-président de la SOCAR pendant dix ans avant d'accéder à son mandat présidentiel (il y a 17 ans), a critiqué le géant national du pétrole et du gaz pour ses dépenses « inutiles » et pour avoir exploité le budget de l'État plutôt que ses propres revenus : en 2020 par exemple, l'État a consacré 58,8 millions de dollars à l'extension des conduites de gaz à destination des consommateurs.

En mai 2019, le Comité d'État azerbaïdjanais traitant des questions de propriété avait répertorié 98 entreprises désignées à la privatisation dans les années à venir. Dont la SOCAR. Cette stratégie vise à sauver l'entreprise d'une faillite probable, grâce à une meilleure gouvernance. Il s'agit également d'attirer les investissements étrangers et la concurrence afin de créer des emplois dans le pays. Selon le Président Aliyev, cette privatisation est nécessaire car les entreprises privées opèrent sur la base des principes du marché, alors que les entreprises publiques fonctionnent selon un « modèle économique socialiste » qui tire l'économie vers le bas.

Bakou n'est sans doute pas indifférent à l'expérience du Kazakhstan voisin qui a, lui aussi, mis en œuvre - depuis 2018 - une campagne de privatisation du secteur énergétique avec pour objectif d'attirer des financements étrangers. Grâce à cela, le Kazakhstan a notamment créé son propre centre financier (AIFC).

D'autres compagnies d'importance stratégique pourraient être concernées par cette vague de privatisation, comme le producteur d'électricité AzerEnergy, la Caspian Shipping Company ou Azerbaijan Railways.

Ce processus de privatisation est soutenu par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) qui, depuis 1992, a déjà participé à 168 projets dans le pays. Le vice-président de la BERD, Jurgen Rigtering, a ainsi déclaré que la banque pourrait participer techniquement et financièrement à ce projet de privatisation, mais que cela prendrait du temps.

Sources : Forbes, Eurasia.net, CaspianNews.

date créée

29/08/2020

Champs de Méta

Auteur-article : Léa Kislig